

# Mot de la rentrée

En cette chaude rentrée, l'exécutif du SPECA vous souhaite un excellent début de session. Nous vous souhaitons de bons étudiants, de bons boss et de joyeux collègues. Quant à nos rapports avec le gouvernement Charest, nous pouvons d'ores et déjà vous prédire que ce ne sera pas aussi jovial.

Comme nous l'avons remarqué en ce lundi de rentrée, l'automne s'amorce aussi torride que l'été. Nous sommes convaincus que vous avez su en profiter pour récupérer des forces dont nous aurons tous besoin en cette troisième année de négo qui sera décisive.

Nos camarades des personnels de soutien et professionnels des cégeps affiliés à la CSN et à la FTQ ont donné le ton dès le premier jour de la rentrée dans une vingtaine de cégeps, avec l'appui exemplaire des professeurs et des étudiants, et ce, malgré un appel provocateur de notre cher ministre de l'Éducation invitant les étudiants et les enseignants à briser les lignes de piquetage.

Lundi prochain, ce sera le tour à d'une dizaine d'autres cégeps d'entrer en action. Les personnels affiliés à la CSQ ne participent pas ce mouvement. Ici, au collège Ahuntisc, nos camarades professionnels et de soutien sont affiliés à la CSQ. Le collège Ahuntisc a donc été épargné... pour l'instant.

Le ton arrogant et provocateur avec lequel ce gouvernement amorce la rentrée nous rappelle la façon dont il se comporta l'an

dernier dans le dossier des prêts-bourses, avec le résultat que l'on connaît : une mobilisation exemplaire des étudiants qui fit reculer le gouvernement. Mais, de toute façon, on n'a pas fini d'en entendre des vertes et des pas mûres à notre sujet de la part du gouvernement Charest et de tous les démagogues des médias dans leur course à prendre la place laissée vacante par Jeff Fillion.

Sur le plan local, l'an dernier, nous nous sommes quittés pour bon nombre d'entre nous, à l'occasion d'un forum sur le recrutement organisé par un comité conjoint syndical/patronal suite aux baisses inquiétantes d'inscriptions dans certains programmes. Le comité poursuivra ses travaux cette année. Ce sera sans doute l'un des dossiers importants de l'année sur le plan local auquel notre syndicat aura à participer.

Devrons-nous faire la grève cet automne ? Et si oui, quand ? Non seulement personne ne le souhaite, mais surtout, personne ne peut répondre précisément à ces questions pour le moment. Ce sera à nous de le décider, en assemblée syndicale, au moment opportun. Chose certaine, il faut être prêts à toute éventualité. De notre côté, nous nous engageons, comme par le passé, à vous tenir régulièrement au courant de l'état de la situation.

Quelque soit les défis que nous aurons à relever, nous sommes confiants que notre syndicat sera une fois de plus au rendez-vous cette année.

Pour le moment, nous nous donnons rendez-vous au local du SPECA, le mercredi matin 31 août pour un autre copieux petit (ou gros, selon l'appétit) déjeuner de la rentrée.

Votre Conseil exécutif du SPECA

## Déjeuner de la rentrée

**Mercredi 31 août  
de 9 h 30 à 13 h 30  
au local G-1145**

***Venez en grand nombre***

## ... SOMMAIRE ...

- Mot de la rentrée ..... 1
- Le 61<sup>e</sup> congrès de la CSN ..... 2
- Enseignement collégial : réaction de la FNEEQ et de la FEESP ..... 3

Le 61<sup>e</sup> congrès de la Confédération des syndicats nationaux

## Où comment projeter l'image d'une centrale unie, sage et à la mode?

Décidément, on n'a plus les congrès CSN qu'on avait... Exit les grands débats existentiels, les affrontements idéologiques, les luttes pour le pouvoir et les batailles électorales! En 2005, la CSN veut offrir d'elle l'image d'une centrale unie ayant sublimé ses grandes divisions internes, une centrale assagie qui peut maintenant s'offrir le luxe de débattre en priorité de sujets à la mode, à mille lieues de la lutte des classes : la conciliation travail/famille, le commerce équitable, la finance socialement responsable, le vieillissement de la population, le protocole de Kyoto, la gestion de l'eau, etc.

Il faut dire que cette fois-ci le contexte ne se prêtait ni aux guerres de tranchées ni aux coups d'éclat verbomoteurs. Sous le coup de la Loi 30 qui réorganise les unités d'accréditation, donc en pleine campagne de maraudage, la direction a cherché à éviter toute crise et tout dérapage en public. D'autre part, l'emprise de la présidente Claudette Carbonneau (en poste depuis trois ans) sur l'organisation du 1601 De Lorimier semble suffisamment bonne pour que personne n'ose contester ouvertement son leadership ou son entourage. Pour dire à quel point rien n'avait été laissé au hasard, la direction a bien pris soin de conclure quelques heures avant le début du congrès les délicates négociations avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses de la CSN, qui représente les 625 salariés-es de la Centrale.

Un congrès réglé au quart de tour donc. Dans ses élans de modernité et d'ouverture à la société BCBG, la CSN a offert sur un plateau d'argent une tribune à des personnalités qui n'ont pas la réputation d'être des porte-parole de la gauche : la journaliste Michaëlle Jean, l'ex-ministre libéral Jean Cournoyer, l'ex-ministre péquiste Guy Chevrette, la directrice de la Très Grande Bibliothèque Lise Bissonnette, etc. Il ne s'agissait pas de leur demander de participer à un débat contradictoire, mais bien de leur donner du « temps d'antenne » 100 % libre, sans aucune forme de reddition de comptes envers l'auditoire ou même envers les chefs syndicaux. Le surlendemain de la prestation de Jean Cournoyer, un délégué s'est pointé au micro pour demander à l'exécutif si, dans 20 ans, la CSN inviterait Jean Charest à son congrès dans le but de l'entendre livrer un bilan personnel des partenariats privé-public (PPP) et de sa gestion néolibérale du Québec alors qu'il dirigeait un gouvernement PLQ.

### Bons points

C'est avec beaucoup de fierté que dans son mot d'ouverture, la présidente a annoncé aux 1500 congressistes que la CSN avait attiré en son sein, depuis trois ans, près de 30 000 nouveaux membres, ce qui porte à 300 727 le nombre total de syndiqués-es CSN. Les plus gros contingents proviennent de la SAQ (3700 membres) et de la réorganisation des unités d'accréditation dans le secteur de la santé (processus qui n'est pas terminé mais qui, en date du 9 mai, avait permis à la centrale d'enregistrer un gain net d'au moins 4000 membres).

De plus, les relations avec la FTQ semblaient être redevenues cordiales. Henri Massé, président de la FTQ, qui a eu le privilège de s'adresser à l'ensemble des congressistes dès l'ouverture du congrès, a insisté sur l'importance de l'unité entre les deux centrales à l'heure où s'entame un bras de fer avec l'État-patron. « On a commencé ces négos ensemble, on va les poursuivre ensemble et on va les terminer ensemble » a-t-il déclaré avant d'être chaleureusement applaudi. Durant le congrès, cette unité inter-syndicale s'est même matérialisée sur le terrain, alors qu'une première manifestation conjointe du secteur public CSN-FTQ avait lieu devant l'Hôtel Reine Élisabeth où le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier s'était rendu prononcer une conférence, le 12 mai.

Même si en surface l'organisation voulait éviter de faire trop de vagues, en toile de fond le mouvement CSN s'est distingué lui, au cours des deux dernières années, par la chaude lutte qu'il a menée contre les politiques conservatrices du gouvernement Charest. Le congrès a été l'occasion de se rappeler ces luttes, d'en faire le bilan, mais aussi de les célébrer. En effet, l'un des moments forts du congrès fut l'émouvante rétrospective des luttes syndicales pour la période 2001-2003. Au surplus, lors de l'examen des états financiers pour ladite période, nous apprenions que quatre millions de dollars du Fonds de défense professionnelle ont été canalisés vers les activités de mobilisation en appui aux revendications de la CSN, notamment la lutte contre les politiques néolibérales du gouvernement provincial. La confédération conserve donc malgré tout son label de centrale syndicale combative.

### Quelques débats

Même si de grands efforts ont été déployés par la machine pour éviter tout débat épineux pouvant susciter division, malaise ou ressentiment (ex.: l'action politique partisane, la stratégie de concertation avec le gouvernement lors de sommets socio-économiques, etc.), nous avons eu droit heureusement à quelques discussions aussi délicates qu'intéressantes. L'une de celles-ci, amenée sur le plancher du congrès par quelques délégués-es, consistait à savoir si la CSN devait tenter, tout doucement, de devenir une centrale *canadian*, dans le genre from *to coast to coast*.

Précisons ici que la CSN regroupe déjà depuis plus de quatre ans le syndicat des 6000 agents correctionnels du Canada (SACC-UCCO), agents œuvrant dans les prisons fédérales disséminées sur l'ensemble du territoire canadien. Ceux-ci étaient malheureux dans leur ancienne organisation syndicale, l'Alliance de la fonction publique du Canada. Aujourd'hui, ils semblent très satisfaits non seulement des services offerts par la CSN, mais aussi de la place que donne la Confédération à leurs revendications, de même que du fonctionnement démocratique de leur nouvelle centrale.

→

→ → Suite de la page 2

Leur satisfaction est si contagieuse que des délégués-es souhaitent que leur centrale se mette à faire du prosélytisme à l'extérieur de la Belle province, dans l'espoir de servir d'autres syndicats canadiens en mal de représentation syndicale convenable. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la direction de la Confédération ne partageait pas cette envie d'aller propager la bonne nouvelle CSN dans le ROC (Rest of Canada), le principal motif invoqué étant que d'offrir des services de qualité aux membres de Terre-Neuve comme de la Colombie-Britannique n'était pas une mince affaire, logistiquement parlant. Si jamais le mouvement CSN songeait sérieusement à aller dans cette direction, il faudrait être prêt à déployer des ressources considérables pour offrir des points de services éventuellement dans les 10 provinces, ce qui coûterait très cher, a dit en substance Louis Roy au nom de l'exécutif.

D'autres discussions intéressantes eurent lieu également sur les thèmes suivants : la caisse de l'assurance-emploi (doit-on en faire une caisse autonome ou non ?), l'économie sociale (est-ce une forme déguisée de sous-traitance ?), les orientations CSN en

éducation (notamment, le gouvernement doit-il couper les subventions aux écoles privées ?), etc.

### Stabilité politique

Le 61<sup>e</sup> congrès a reconduit par acclamation les six membres de l'exécutif de la CSN pour un nouveau mandat de trois ans. Trois d'entre eux proviennent de la Fédération de la santé et des services sociaux : la présidente Claudette Carbonneau, le 1<sup>er</sup> vice-président Louis Roy et la 3<sup>e</sup> vice-présidente Denise Boucher. La secrétaire générale Lise Poulin est issue de la Fédération du commerce, le 2<sup>e</sup> vice-président Roger Valois est issu de la Fédération de la métallurgie, tandis que le trésorier Pierre Patry était président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) jusqu'au mois de mars 2004.

Parallèlement à cette longévité politique de certains membres de l'exécutif, on a pu noter toutefois une présence relativement forte des jeunes à ce congrès. Une relève syndicale semble être en émergence, relève formée en bonne partie à l'école des luttes étudiantes ou des grandes batailles altermondialistes. Voilà qui est encourageant!

## Enseignement collégial : réaction de la FNEEQ-CSN et de la FEESP-CSN

(Montréal, le 26 mai 2005) – À la lecture des déclarations du ministre de l'Éducation publiées aujourd'hui, le président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, Ronald Cameron, et la présidente du secteur cégeps de la Fédération des employées et employés de services publics, Marjolaine Côté, saluent la décision du ministre Fournier de revenir sur les annonces faites par son ministère au début de l'année et de pousser plus loin la réflexion avant de procéder à des modifications qui auraient des effets majeurs sur le réseau collégial.

« Depuis plus de deux ans, le personnel enseignant et le personnel de soutien se sont mobilisés afin de faire entendre leur point de vue. Le résultat est là : le ministre procédera à une nouvelle consultation de l'ensemble des intervenants du réseau collégial, se rendant bien compte du manque d'adhésion du milieu à la réforme proposée », précise Ronald Cameron.

Les deux fédérations de la CSN dans le réseau collégial réitérent cependant que les orientations prônées jusqu'à ce jour par le gouvernement libéral sont inacceptables. Introduire des sanctions intermédiaires, procéder à une décentralisation accrue des programmes et octroyer aux collèges le pouvoir de modifier et d'altérer les conditions d'admission sont autant d'éléments qui contribueraient à fragiliser un réseau qui a fait ses preuves.

En ce qui a trait au rapprochement des formations professionnelle et technique du secondaire et du collégial, la FNEEQ-CSN et la FEESP-CSN continuent de croire que ces projets menacent sérieusement l'intégrité des niveaux d'enseignement. Elles ont

toujours préconisé l'établissement de passerelles, mais ce, dans le respect intégral des missions respectives des réseaux d'enseignement. De telles passerelles répondent actuellement aux besoins des étudiantes et des étudiants dans le respect des programmes nationaux au plan collégial.

### Rester vigilants

Par ailleurs, le ministre souhaite axer sa consultation autour de la mission, de l'autonomie et de la gouvernance des cégeps. Ces thèmes rappellent étrangement les sujets qui ont déjà fait l'objet de discussions ayant mené à la réforme envisagée par l'ancien ministre de l'Éducation, Pierre Reid! « Le ministre dit vouloir créer des consensus, bravo! Cependant, ces consensus devront viser l'amélioration du réseau collégial et non son démantèlement, » concluent Ronald Cameron et Marjolaine Côté. En ce sens, la question du soutien financier du réseau public collégial est essentielle pour assurer le développement de l'enseignement collégial, comme cela semble être l'intention du ministre Jean-Marc Fournier. C'est ce que la FNEEQ-CSN et la FEESP-CSN mettront en avant.

La FNEEQ-CSN est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement collégial. Elle regroupe 35 syndicats et représente plus de 12 500 enseignantes et enseignants de cégep. La FEESP-CSN représente plus de 4000 employé-es de soutien regroupés dans 34 syndicats.

France Désaulniers, *Conseillère à l'information, FNEEQ-CSN*